

Déclaration des chefs d'État et de gouvernement du G7

le 24 février 2022

Nous, chefs d'État et de gouvernement du Groupe des Sept (G7), nous sommes réunis aujourd'hui en visioconférence et sommes convenus de progresser vers un monde plus juste. Les démocraties ouvertes que nous représentons sont guidées par nos valeurs partagées, par le respect des droits de l'Homme, et par notre engagement en faveur du système multilatéral fondé sur des règles de droit, du développement durable et des besoins de l'ensemble de la communauté internationale. Nous sommes unis dans notre détermination à affronter aussi bien les plus grands enjeux systémiques que les crises que nous traversons aujourd'hui.

Nous condamnons dans les termes les plus vifs l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Nous déclarons notre soutien et notre solidarité sans faille envers l'Ukraine, et avons publié une déclaration séparée sur la situation en Ukraine et dans son voisinage.

Plus largement, nous nous engageons à protéger et à renforcer les systèmes démocratiques et à accroître notre coopération concernant les priorités mondiales que sont le climat, l'environnement et la santé. Les engagements que nous prenons aujourd'hui ouvriront la voie vers une reprise économique durable et solidaire, et vers un avenir de paix et de prospérité.

Dans nos efforts pour construire un monde durable, nous réaffirmons et nous mettrons en œuvre les engagements sur le climat pris à Paris et à Glasgow en matière d'atténuation, d'adaptation et de financement, ainsi que nos engagements plus larges en faveur de l'environnement et de la biodiversité. Nous confirmons notre engagement de suivre une trajectoire limitant le réchauffement climatique à 1,5 °C, de passer à une économie sans émission et d'atteindre la neutralité carbone au plus tard en 2050, notamment grâce à une décarbonation accélérée au cours de la présente décennie. À cet effet, nous invitons instamment tous les pays, notamment les principaux émetteurs dont les cibles pour 2030 ne sont pas encore alignés avec ces objectifs, de les revoir et de les renforcer d'ici à la COP27 conformément à leurs engagements. Nous étudierons la possibilité de créer un « Club du climat » ouvert, international et fondé sur la coopération qui soit compatible avec les règles internationales et où la participation ne soit pas limitée aux seuls membres du G7. Nous sommes déterminés à atteindre un véritable changement de paradigme, en

démontrant qu'une action ambitieuse en faveur du climat est propice à une croissance vigoureuse et durable pour toutes les économies. Nous confions à nos ministres concernés le soin d'avancer dans l'élaboration de stratégies concrètes, telles que la tarification du carbone, pour réduire efficacement les émissions, d'un programme de transformation de nos économies, et d'actions de soutiens et d'engagements internationaux en faveur de nos partenaires en dehors du cadre du G7, notamment les marchés émergents et les pays en développement, y compris par le biais de partenariats sur mesure pour une transition énergétique juste. Nous nous engageons à nouveau en faveur de la mission internationale qui consiste à faire cesser et reculer la perte de biodiversité d'ici à 2030.

Notre objectif est de réussir le pari de la stabilité et de la transformation de l'économie. Dans la lignée du soutien économique sans précédent à l'économie mondiale, une politique économique axée sur la stabilité et la croissance et des finances publiques saines seront les fers de lance de notre action en faveur d'une reprise qui soutienne l'investissement, la création d'emplois de qualité et la prospérité pour tous. Face aux tensions géopolitiques actuelles, aux incertitudes liées à la pandémie et aux enjeux macro-économiques, notamment la dynamique d'inflation croissante, nous renouvelons notre engagement sans faille à garantir une reprise forte, durable, équilibrée et solidaire ainsi que la croissance à long terme de nos économies et de celles du monde entier, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à l'Accord de Paris, en réunissant les conditions d'une transition verte et numérique qui soit socialement juste et sans discrimination entre les femmes et les hommes. Nous soutiendrons les progrès visant à atteindre l'ambition mondiale de mobiliser 100 milliards de dollars américains en faveur des pays qui en ont le plus besoin, notamment par l'allocation volontaire de droits de tirage spéciaux ou de contributions équivalentes. Nous continuerons également à surveiller les risques majeurs au niveau mondial, notamment ceux liés à l'accroissement de tensions géopolitiques. Nous sommes déterminés à garantir la sécurité énergétique. Nous rappelons l'importance fondamentale d'un libre-échange qui soit équitable et durable, et restons fermement déterminés à réformer et à renforcer les systèmes commerciaux multilatéraux fondés sur des règles de droit. Nous travaillerons de concert pour soutenir la résilience et la durabilité des chaînes logistiques et des marchés de l'énergie au niveau mondial, tout en continuant de nous consulter pour bâtir des approches collectives vis-à-vis de pratiques qui compromettent le fonctionnement équitable et transparent de l'économie mondiale. Nous réaffirmons notre engagement à mettre en œuvre rapidement la solution fiscale internationale reposant sur deux piliers, négociée en 2021 entre le G20 et l'OCDE, qui constituera un tournant pour un système fiscal mondial plus juste.

Pour agir en faveur de la santé mondiale, nous accroîtrons nos efforts pour faire face à la COVID-19 et nous préparer aux futures pandémies et crises sanitaires au niveau mondial. Nous réaffirmons notre engagement à soutenir le rôle de coordination moteur joué par l'Organisation mondiale de la santé et à contribuer à son objectif de vacciner 70 % de la population mondiale contre la COVID-19. Nous soutiendrons tous les volets de l'Accélérateur ACT. Notre action collective impliquera de suivre l'ensemble des engagements que nous avons pris en 2021 et d'en prendre de nouveaux en 2022, notamment en matière de contributions financières et de mesures d'accompagnement telles que le déploiement de vaccins. Nous continuerons nos efforts collectifs pour en finir avec la pandémie en 2022, et plus largement pour soutenir la souveraineté sanitaire aux niveaux national et régional, notamment en soutenant davantage la production locale de vaccins, leur distribution, et la recherche scientifique dans le monde entier. Tout en travaillant pour élaborer des mécanismes de financement appropriés, nous renforcerons la prévention, la préparation et la réponse à long terme face aux pandémies, notamment par le biais de l'approche « Une seule santé », en améliorant l'envergure des réseaux de surveillance des pathogènes, en étendant la couverture sanitaire universelle, et en renforçant des systèmes sanitaires justes, résilients et qui tiennent compte des questions de genre ainsi que de l'architecture sanitaire mondiale.

Nous sommes déterminés à investir dans un avenir meilleur. Nous réaffirmons notre détermination à combler le déficit d'investissements dans les infrastructures sur les marchés émergents et dans les pays en développement, grâce à des partenariats tels que Reconstruire le monde en mieux (B3W), la stratégie « Global Gateway », l'initiative « Clean Green », le Pacte du G20 avec l'Afrique et d'autres encore, notamment en Afrique et dans la région indopacifique. Notre approche permettra de réaliser un changement progressif en matière de financement durable et d'infrastructures de qualité, en soulignant combien il est important de disposer de règles et de normes internationales auxquelles adhèrent toutes les parties prenantes, afin de contribuer à une reprise forte et solidaire après la pandémie, et à l'accomplissement rapide de progrès à l'échelle mondiale dans les domaines du climat, de la santé, de la sécurité alimentaire, du numérique, de la connectivité en matière de transports et d'énergie, des infrastructures éducatives, de l'égalité femmes-hommes et pour atteindre les objectifs de développement durable. À cette fin, nous demandons aux ministres concernés et aux sherpas de travailler avec nos partenaires des pays en développement et des marchés émergents, ainsi qu'avec les institutions financières internationales et les banques de développement, à nouer de nouveaux partenariats régionaux et conduits par les pays et à consolider ceux qui existent déjà.

Avant toute chose, nous partageons la même conviction qu'ensemble nous sommes plus forts. En tant que membres d'une communauté fondée sur des valeurs communes, nous sommes attachés à des sociétés ouvertes, solidaires et équitables, ainsi qu'à la démocratie, aux droits de l'Homme, à la liberté et à l'égalité entre les femmes et les hommes, et nous sommes déterminés à imprimer notre marque à la transformation numérique, notamment en révisant nos cadres réglementaires. Nous coopérerons avec nos partenaires au service de la démocratie et des droits de l'Homme et nous sommes prêts à déployer nos efforts pour bâtir des passerelles et jouer un rôle de médiateur en faveur d'une paix, d'une sécurité et d'une prospérité durables, dans le cadre d'un ordre multilatéral fondé sur les règles de droit.

Dans cet objectif, nous prendrons des mesures concrètes, confierons des travaux à nos ministres concernés et aux sherpas, et évaluerons les progrès accomplis lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement du G7 qui se tiendra à Elmau du 26 au 28 juin 2022.